

Compte-rendu de la réunion sur la concession de la RN 154.

29 avril 2006 [Bernard Farion](#)

De cette réunion, qui regroupait une cinquantaine de personnes, on peut retenir les points suivants :

1. la présentation faite par la DDE, de l'étude réalisée sur les possibilités de concessions, il ressort qu'**il faut 600 Millions d'Euros pour achever la mise à 2 fois deux voies de la RN 154, de Nonancourt à Allaines.** Au rythme actuel des contrats de plan (environ 60 Millions d'Euros sur 7 ans), il faudrait 10 contrats de plan (70 ans) pour le réaliser sur crédits budgétaires de l'Etat et des collectivités locales.

La mise en concession devrait permettre une réalisation complète de l'itinéraire en 15 ans.

2. Deux scénarios semblent envisageables pour la DDE :

- une mise en concession de la totalité de l'itinéraire en Eure-et-Loir, assortie de compensations possibles,
- une mise en concession de la partie sud allant de Allaines au nord de Chartres.

En règle générale, toute concession, d'une durée de 50 ans, est assortie de conditions de participation financière, prise en charge à moitié par l'Etat, et à moitié par les collectivités locales. Cette participation financière est calculée sur la base d'hypothèses de trafic et comprend un taux de rentabilité de 8% des capitaux privés investis. Elle prend en compte les travaux antérieurs réalisés raccordables au réseau concédé qui viennent en déduction de la subvention forfaitaire.

Les élus de droite ont plaidé pour la mise en concession, poussée fortement par Messieurs Gorges, Guéret, Cornu. Le Président du Conseil général s'est contenté de poser des questions sur les conditions d'intervention de l'Etat sur la RN 154, pour la mise en sécurité, durant les 15 ans à venir (sans remettre en cause le principe admis par la Droite d'une concession autoroutière qui semblait acquise).

Au nom de la région, que je représentais lors de cette réunion, j'ai développé les points suivants :

1) J'ai exprimé le **regret que la Région n'ait pas été informée préalablement des différents scénarios** présentés lors de cette réunion. A l'évidence, le maire de Chartres et le Président du Conseil Général (au minimum) disposaient déjà de ces informations.

2) le choix du mode de gestion de la RN 154 n'est pas de la compétence de la Région. **C'est à l'Etat de prendre ses responsabilités sur cet axe** qui est une voie de contournement du Bassin Parisien. La Région ne pourra se déterminer que sur des projets précis proposés dans le détail ; pas sur un vague principe.

3) L'aménagement de cet axe figure au niveau des priorités régionales d'aménagement du territoire. De ce point de vue, il est clair que **nous privilégions un dispositif d'aménagement cohérent de l'ensemble du tracé** en Eure-et-Loir, de Nonancourt à Allaines.

4) **La Région demande l'exécution complète du contrat de plan** signé entre l'Etat et la Région , notamment sur le sud de Chartres (déviations d'Ymonville et de Prunay-le-Gillon).

5) **La Région ne demande pas la concession.** Soucieuse de l'aménagement de son territoire, elle est attachée à la réalisation d'un itinéraire sécurisé et gratuit pour rejoindre la Capitale Orléans. Au nord de Chartres, il n'existe aucun itinéraire possible en dehors de la RN 154 ; ce qui pose problème pour une mise en concession de celle-ci.

6) Enfin, la Région souhaite que cette question soit réglée dans le cadre de la négociation des contrats d'itinéraires annoncés par le gouvernement, puisque les futurs Contrats de projets ne comprendront pas de volet routier.

Le Préfet a indiqué qu'un choix serait effectué par l'Etat avant la fin de l'année 2006.